

Bordereau attestant l'exactitude des informations - NANTERRE - 9201 - Actes des sociétés (A) -
Dépôt le 08/10/2024 - 43309 - 2024 B 06018 - 928 992 973 - 101 (One O One)

LIBEN CONSEIL

Société d'expertise-comptable et de commissariat aux comptes

101 (One O One)

SAS au capital de 1000 €

RCS PARIS - 902 833 219

61, Boulevard du Commandant Charcot –
92200 NEUILLY-SUR-SEINE

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS SUR LA VALEUR DES APPORTS DES TITRES T2IM

EFFECTUES PAR Michael ILLOUZ A LA SOCIETE 101 (One O One)

LIBEN CONSEIL

Cabinet d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

29 rue Vauthier, 92100 BOULOGNE BILLANCOURT

SIRET : 88475372400027 ; APE:6920Z; N°TVA : FR35884753724

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX APPORTS
SUR LA VALEUR DES APPORTS EFFECTUÉS PAR MICHAEL ILLOUZ À LA SAS 101 (One O One)**

A l'associé unique de la société 101 (One O One),

En exécution de la mission que vous nous avez confiée en date du 25 mai 2024, concernant l'apport :

- 39.992 parts sociales numérotées de 1 à 34 588 et de 62 234 à 67 637, soit l'intégralité des parts sociales qu'il détient dans le capital de la société T2IM, Société À Responsabilité Limitée, ayant son siège social 34 rue des Grilles – 93500 PANTIN, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro 521 188 888, au capital de 7.196.000 Euros, divisé en 71.960 parts sociales, pour une valeur d'apport de 6.104.860 Euros.

à la société 101 (One O One), nous avons établi le présent rapport prévu par l'article R 225-8 du Code de Commerce.

Ces évaluations a été réalisée sur la base des comptes arrêtés au 31 décembre 2023, nous nous sommes appuyés sur le contrat d'apport signé le 28 mai 2024.

Il nous appartient d'exprimer une conclusion sur le fait que la valeur des apports n'est pas surévaluée.

A cet effet, nous avons effectué nos diligences selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes applicables à cette mission ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées, d'une part, à apprécier la valeur des apports, à s'assurer que celle-ci n'est pas surévaluée et à vérifier qu'elle correspond au moins à la valeur au nominal des titres à émettre par la société bénéficiaire des apports augmentée de la prime d'émission d'autre part, et à apprécier les avantages particuliers stipulés.

Notre mission prenant fin avec le dépôt du rapport, il ne nous appartient pas de mettre à jour le présent rapport pour tenir compte des faits et circonstances postérieurs à sa date de signature.

1. PRESENTATION DE L'OPERATION ET DESCRIPTION DES APPORTS

1.1 Sociétés participant à l'opération

1.1.1 Société apportée :

1.1.1.1 SARL T2IM.

La société dont les titres font l'objet des présents apports est la société T2IM, Société À Responsabilité Limitée au capital de 7.196.000 Euros, dont le siège social est situé à 34 rue des Grilles – 93500 PANTIN, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 521 188 888.

Elle a été régulièrement constituée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 février 2010 et immatriculée le 22 mars 2010.

Le capital social est fixé à la somme de 7.196.000 Euros. Il est divisé en 71.960 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 71 960 et réparties comme suit :

- Monsieur Michaël ILLOUZ, propriétaire de 39.992 parts sociales, numérotées de 1 à 34.588 et de 62 234 à 67 637 ;
- Monsieur TAIEB Ilan, propriétaire de 31.968 parts sociales, numérotées de 34.589 à 62.233 et de 67 638 à 71 960.

La gérance de la société T2IM est assurée par Monsieur Michaël ILLOUZ et Monsieur Ilan TAIEB.

La société a pour objet, en France et à l'étranger

- La prise d'intérêts et la participation sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises, notamment par voie d'apport, souscription, ou achats d'actions, d'obligations ou autres titres, commandite, fondation de sociétés nouvelles, fusion ou autrement,
- La réalisation de prestations de services, administratives, commerciales, financières au profit de ses filiales ainsi que toutes les opérations connexes nécessaires à la réalisation de leur activité, tels que, notamment, les mises à dispositions de locaux et de moyens et autres opérations financières et de trésorerie,
- L'étude, la mise au point et la réalisation de tous projets financiers, industriels, agricoles, miniers, commerciaux et immobiliers,
- La création, la réorganisation, la prise de participation sous forme de holding, le contrôle sous toutes formes de toutes entreprises financières, industrielles, agricoles, minières, commerciales et immobilières,
- La recherche, la prise, l'achat, l'apport, la vente et l'exploitation de tous brevets, licences, procédés et fonds de commerce,
- L'acquisition et la gestion d'un portefeuille de valeurs mobilières, notamment la réalisation de toutes opérations d'achat, de vente, d'échange, de souscription portant sur des valeurs mobilières et titres de toute espèce français et étranger.

Et d'une façon générale, toutes opérations immobilières, se rapportant directement ou indirectement ou pouvant être utiles à cet objet ou susceptibles d'en faciliter la réalisation.

Les actions de la société T2IM seront attribuées à l'actionnaire en rémunération des apports en nature des titres de la société 101 (ONE O ONE) proportionnellement à son droit dans le capital de cette société, conformément à l'article L236-17 du code de commerce.

Le capital social de la société bénéficiaire restera détenu par Monsieur Michael ILLOUZ à hauteur de 100%.

1.1.1 Société bénéficiaire de l'apport : la société SAS 101 (ONE O ONE)

101 (ONE O ONE), Société par Actions Simplifiée, au capital de 1.000 euros, dont le siège social est fixé 61, Bd du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 928 992 973 dûment représentée au titre des présentes par Monsieur Michael ILLOUZ en sa qualité de Président.

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- la détention, la gestion, l'acquisition et la vente de participations dans des sociétés ayant une activité civile ou commerciale et les opérations y afférentes ;
- La réalisation de prestations de services, administratives, commerciales, financières au profit de ses filiales ainsi que toutes les opérations connexes nécessaires à la réalisation de leur activité, telles que, notamment, les mises à disposition de locaux et de moyens et autres opérations financières et de trésorerie ;
- l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes affaires ou entreprises commerciales, immobilières ou financières ;
- la participation directe ou indirecte à toutes opérations ou entreprises par voie de création de sociétés, établissements ou groupements ayant un caractère immobilier, commercial ou financier, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes ;
- l'acquisition, la gestion et la vente de tous immeubles ou droits réels immobiliers, directement ou indirectement ;
- et généralement, de réaliser toutes opérations quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus.

Son capital s'élève actuellement à 1 000 euros. Il est divisé en 1000 actions d'un euro de valeur nominale.

1.2 Nature et objectif de l'opération

Michael ILLOUZ fait apport, sous les garanties ordinaires et de droit et sous la condition suspensive ci-après exprimée, à la Société Bénéficiaire, qui l'accepte, de la toute propriété des biens et obligations constituant les titres de la société T2IM apportées lui appartenant. Cette structure est une holding qui détient les titres de participation suivants :

- La société SCILANE
- La société WORLD TRADE ET TECHNOLOGIES
- La société RED ART GAMES
- La société ETS
- La société GENCOD
- La société IT Belgique
- La société SHAMA
- La société CEC

1.3 Méthode d'évaluation des apports

Les 39.992 parts sociales de la société T2IM seront apportées pour une valeur par part sociale fixée à 152,652029 euros représentant un montant total d'apport égal à 6 104 860 Euros.

Cette valorisation par part sociale résulte d'une valorisation de 100 % des titres de la société T2IM déterminée selon une approche multi critères reposant sur :

- la méthode de l'actif net réévalué de la société WTT;
- La valeur nominale des société GENCOD et ETS
- La valeur d'acquisition pour RED ART GAMES.
- La valeur patrimoniale pour la SCI SHAMA et SCILANE.

Cette valorisation par part sociale résulte d'une valorisation de 100 % des parts sociales de la société T2IM déterminée selon ces approches multi critères et est fixée à 10.984.840 Euros.

1.4 Rémunération des apports

La rémunération des apports susvisés se fera par l'attribution d'actions par la société bénéficiaire de l'apport.

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à l'Apporteur de 6 104 860 actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'une valeur nominale de 1 euro chacune, entièrement libérées, qui seront créées par la Société Bénéficiaire. Ces actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires.

1.5 Aspects juridiques et fiscaux

L'apport des titres apportés est réalisé à titre pur et simple et sera assujettis à la formalité de l'enregistrement à titre gratuit en vertu de l'article 810-I du Code Général des Impôts.

Il est rappelé que les dispositions des articles 150-0 B et 150-0 B ter du Code Général des Impôts instituent pour les personnes physiques un report d'imposition des plus-values dégagées à l'occasion d'un apport de titres au profit d'une société de droit français soumise à l'impôt sur les sociétés et contrôlée par l'Apporteur. Ces dispositions sont applicables aux présents apports.

2. DILIGENCES ET APPRECIATION DE LA VALEUR DES APPORTS

2.1 Diligences accomplies par le Commissaire aux apports

Nous avons effectué les diligences que nous avons estimés nécessaires selon les normes de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Les investigations auxquelles nous nous sommes livrés ont porté principalement sur les points suivants :

- En vue de recueillir tous les éléments d'information sur les aspects économiques et financiers de l'opération, nous avons rencontré la direction de la société concernée par l'opération,
- Nous avons pris connaissance de la documentation juridique, comptable et financière utile à l'accomplissement de notre mission, et nous avons obtenu toutes les précisions sur les conditions économiques qui régissent l'opération,
- Nous avons eu la communication des documents issus de la comptabilité de la société à partir desquels ont été déterminées les valeurs d'apport qui ont été retenues pour les besoins de l'opération,
- Nous nous sommes assurés, jusqu'à la date de ce rapport, de l'absence de fait ou d'événement remettant en cause la valeur des apports. Nous avons à ce titre obtenu une confirmation écrite, que l'ensemble des évènements significatifs avaient été portés à notre connaissance ;
- Nous nous sommes assurés de la propriété des titres apportés de la société T2IM
- Nous avons analysé la valorisation retenue par les parties relative aux comptes clos le 31 décembre 2023 selon une approche multicritère.

- Nous avons cherché à apprécier l'incidence, sur la valeur individuelle des apports, des événements intervenus entre la date du présent rapport et la date de l'opération.

2.2 Appréciation de la valeur des apports

2.2.1. Appréciation des valeurs individuelles des apports effectués

Il est envisagé que Monsieur Michael ILLOUZ apporte 39.992 parts de la société T2IM.

Ainsi, il a été retenu que ces apports à la société 101 (ONE O ONE) serait évalué globalement 6 104 860 euros.

Il apparait que la valeur individuelle retenue des apports n'appelle pas de commentaires particuliers de notre part.

2.2.2. Appréciation de la valeur globale des apports effectués

Dans le cadre de notre mission, nous avons été amenés à procéder à l'analyse de la méthode de valorisation retenue, laquelle s'appuie sur des éléments tangibles qui n'appellent pas d'observations de notre part. Ces travaux ne remettent pas en cause la valeur globale attribuée aux titres apportés à la société 101 (ONE O ONE).

En conséquence, nous n'avons pas d'observations à formuler sur la valeur globale des apports dont le total s'élève à 6 104 860 euros, soit 1 euro par titre pour 6 104 860 actions de la société 101 (ONE O ONE).

En conclusion de nos travaux, nous sommes d'avis que la valeur retenue des apports s'élevant à 6 104 860 euros n'est pas surévaluée et, en conséquence, que la valeur des titres apportés est au moins égale au montant de l'apport à la société bénéficiaire 101 (ONE O ONE), et qu'il n'existe aucun avantage particulier stipulé.

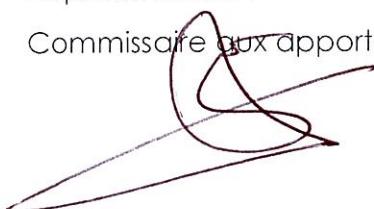
Fait à Boulogne Billancourt,

Le 20 juin 2024,

LIBEN CONSEIL

Raphael SITBON

Commissaire aux apports



101 (One O One)

Société par Actions Simplifiée

Au capital de 1.000 Euros

Siege social : 61, Boulevard du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

RCS NANTERRE 928 992 973

**PROCES-VERBAL
DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 22 JUILLET 2024**

L'AN DEUX MILLE VINGT-QUATRE et le 22 juillet à 14 heures,

Au siège de la Société, sis à 61, Boulevard du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE,

Monsieur Michaël ILLOUZ, demeurant au 61, Boulevard du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE,

Associé unique, propriétaire de la totalité des 1.000 actions de 1 € chacune, composant le capital social de la Société « 101 (One O One) ».

I – A PRIS LES DECISIONS SUIVANTES RELATIVES :

- À l'approbation de l'apport de 39.992 parts sociales de la société T2IM et de leur évaluation ;
- À l'augmentation du capital en vue de rémunérer les apports susvisés ;
- À la modification corrélatrice des statuts ;
- Aux pouvoirs pour les formalités.

PREMIERE DECISION - APPROBATION DE L'APPORT

L'Associé unique, après avoir pris connaissance du rapport de Monsieur Raphaël SITBON, commissaire aux comptes du Cabinet LIBEN CONSEIL et du contrat d'apport en date du 28 mai 2024, aux termes duquel Monsieur Michaël ILLOUZ fait apport de 39.992 parts sociales, numérotées de 1 à 34 588, et de 62 234 à 67 637, de la société T2IM, Société À Responsabilité Limitée au capital de 6.223.300 Euros, dont le siège social est sis à 34, Rue des Grilles – 93500 PANTIN, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro 521 188 888, évaluées à 6.104.860 Euros.

Approuve l'apport effectué, aux conditions stipulées au contrat d'apport sus désigné, son évaluation et sa rémunération.



DEUXIEME DECISION – AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL

L'Associé unique décide, à titre de rémunération des apports approuvés, d'augmenter le capital social d'un montant de 6.104.860 Euros pour le porter de 1.000 Euros à 6.105.860 Euros par voie de création de 6.104.860 actions nouvelles de 1 Euro de nominal chacune, rémunérées au pair, créées à titre d'augmentation de capital, qui seront attribuées comme suit :

Monsieur Michaël ILLOUZ recevra, en rémunération de son apport de 39.992 parts sociales de la société T2IM, 6.104.860 actions de la Société.

Ces actions qui seront soumises à toutes les dispositions statutaires et aux décisions des assemblées générales, seront assimilées aux actions anciennes et jouiront des mêmes droits à compter de la date de réalisation définitive de l'augmentation de capital.

TROISIEME DECISION- MODIFICATIONS STATUTAIRES

L'Associé unique, constatant la réalisation définitive de l'augmentation dont s'agit, décide de modifier comme suit les articles 7 et 8 des statuts :

« ARTICLE 7 - APPORTS

- *Il a été apporté au capital de la société, lors de sa constitution, une somme en numéraire de 1.000 Euros.*
- *Lors de l'augmentation de capital décidée par l'associé unique en date du 22 juillet 2024, le capital social a été porté à la somme de 6.105.860 Euros par apport de 39.992 parts sociales, numérotées de 1 à 34 588 et de 62 234 à 67 637, de la société T2IM. En contrepartie de ces apports, il a été attribué à l'apporteur 6.104.860 actions nouvelles de la Société.*

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 6.105.860 Euros.

Il est divisé en 6.105.860 actions, entièrement libérées, de même catégorie. »

QUATRIEME DECISION- POUVOIRS POUR LES FORMALITES

L'Associé unique, confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé après lecture par l'associé unique et répertorié sur le registre des décisions de l'associé unique.

Monsieur Michaël ILLOUZ
Associé unique

CONTRAT D'APPORT DE TITRES

ENTRE LES SOUSSIGNES

Monsieur Michaël ILLOUZ, né à FES, au Maroc, le 28 octobre 1962, demeurant 61, Boulevard du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, de nationalité française.

Ci-après dénommé « L'APPORTEUR »

D'UNE PART

ET

La société « 101 (One O One) », Société par Actions Simplifiée, au capital de 1.000 Euros, dont le siège social est fixé 61, Boulevard du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE, immatriculée au Registre du Commerce et des Sociétés de NANTERRE sous le numéro 928 992 973, dûment représentée au titre des présentes par Monsieur Michaël ILLOUZ en sa qualité de Président

Ci-après dénommée « LA SOCIÉTÉ BÉNÉFICIAIRE »

D'AUTRE PART

ETANT PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIT :

La société dont les titres font l'objet des présents apports est la société T2IM, Société À Responsabilité Limitée au capital de 7.196.000 Euros, dont le siège social est situé à 34 rue des Grilles – 93500 PANTIN, immatriculée au Registre du commerce et des sociétés de Bobigny sous le numéro 521 188 888.

Elle a été régulièrement constituée, aux termes d'un acte sous seing privé en date du 26 février 2010 et immatriculée le 22 mars 2010.

Le capital social est fixé à la somme de 7.196.000 Euros. Il est divisé en 71.960 parts sociales de 100 Euros chacune, entièrement libérées, numérotées de 1 à 71 960 et réparties comme suit :

- Monsieur Michaël ILLOUZ, propriétaire de 39.992 parts sociales, numérotées de 1 à 34.588 et de 62 234 à 67 637 ;
- Monsieur TAIEB Ilan, propriétaire de 31.968 parts sociales, numérotées de 34.589 à 62.233 et de 67 638 à 71 960.

Les 39.992 parts sociales détenues par Monsieur Michaël ILLOUZ ont été souscrites à la constitution de la société T2IM à concurrence de 34.588 parts sociales et lors de l'augmentation de capital décidée par l'Assemblée Générale Extraordinaire du 20 mai 2024 à concurrence de 5.404 parts sociales.



L'objet social de cette société est la prise d'intérêts et la participation sous quelque forme que ce soit dans toutes entreprises et la réalisation de prestations de services, administratives, commerciales, financières au profit de ses filiales.

La Cogérance de la société T2IM est assurée par Monsieur Michaël ILLOUZ et Monsieur Ilan TAIEB.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIT :

I. APPORTS

Monsieur Michaël ILLOUZ apporte à la société « 101 (One O One) », sous les garanties ordinaires et de droit, 39.992 parts sociales numérotées de 1 à 34 588 et de 62 234 à 67 637, soit l'intégralité des parts sociales qu'il détient dans le capital de la société T2IM, Société À Responsabilité Limitée, ayant son siège social sis à 34 rue des Grilles – 93500 PANTIN, immatriculée au RCS de BOBIGNY sous le numéro 521 188 888, au capital de 7.196.000 Euros, divisé en 71.960 parts sociales, pour une valeur d'apport de 6.104.860 Euros.

II. RÉMUNÉRATION DES APPORTS

2.1 Méthode d'évaluation des apports

Les 39.992 parts sociales de la société T2IM sont apportées pour une valeur par part sociale fixée à 152,652029 euros représentant un montant total d'apport égal à 6.104.860 Euros.

Cette valorisation par part sociale résulte d'une valorisation de 100 % des titres de la société T2IM déterminée selon une approche multi critères reposant sur la méthode de l'actif net réévalué avec une évaluation des actifs faite sur la base de :

- la méthode de l'actif net réévalué pour les titres de la SARL SCILANE et de la société WTT ;
- la méthode de l'Actif net comptable pour les autres titres à l'exception des titres de la société RED ART GAMES retenus pour leur valeur d'acquisition.

Cette valorisation par part sociale résulte d'une valorisation de 100 % des parts sociales de la société T2IM déterminée selon ces approches multi critères et est fixée à 10.984.840 Euros.

2.2 Actions nouvelles

Les apports qui précèdent sont consentis et acceptés moyennant l'attribution à l'Apporteur de 6.104.860 actions nouvelles de la Société Bénéficiaire, d'une valeur nominale de 1 Euro chacune, entièrement libérées, qui seront créées par la Société Bénéficiaire. Ces actions seront soumises à toutes les dispositions statutaires.



2.3 Prime d'apport

Compte tenu de ce que la Société Bénéficiaire est une société qui a été immatriculée le 23 mai 2024, qu'à ce titre elle n'a eu à ce jour aucune activité et que sa situation nette correspond au montant de son capital du fait qu'elle ne possède aucun actif ni n'est débitrice d'aucun passif, la valeur de chacune de ses actions est égale à la valeur nominale, soit 1 Euro. Il n'existe donc pas de différence entre la valeur de l'apport fait par l'Apporteur et la valeur nominale des actions effectivement créées à titre d'augmentation de capital par la Société Bénéficiaire. Il ne sera donc émis aucune prime d'apport.

III. VÉRIFICATION DES APPORTS

L'apport objet du présent contrat ne sera définitif qu'après l'établissement d'un rapport par Monsieur Raphaël SITBON, commissaire aux comptes du Cabinet LIBEN CONSEIL, sis 29, rue Vauthier - 92100 BOULOGNE-BILLANCOURT, nommé le 25 mai 2024 en qualité de Commissaire aux apports. Ce rapport comportant l'appréciation de la valeur desdits apports et des avantages particuliers éventuels ainsi que l'approbation de l'évaluation des apports et la constatation de la réalisation de l'augmentation de capital par l'associé unique, devront intervenir au plus tard le 31 octobre 2024.

À défaut, le présent contrat sera considéré comme non avenu, sans indemnité de part ni d'autre.

IV. DÉCLARATIONS DE L'APPORTEUR

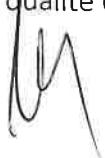
L'Apporteur possède tous les pouvoirs et la capacité nécessaires pour conclure le présent contrat d'apports de titres, pour exécuter ses obligations en résultant et pour effectuer les opérations qui y sont prévues.

L'Apporteur déclare qu'il est seul et valablement propriétaire des 39.992 parts sociales apportées et les parts sociales ont été valablement émises et intégralement libérées.

A la date de réalisation des apports, les parts sociales apportées seront libres de tout nantissement, sûreté, servitude, privilège, charge ou tout autre droit de nature à restreindre la libre jouissance, la pleine propriété ou la libre cessibilité des 39.992 parts sociales apportées ou tout autre droit de préférence accordé à un tiers (y compris les promesses de ventes, accord de préemption, accord d'inaliénabilité, droit de suite, droit de cession forcée, pacte de préférence, convention de séquestre et clause de réserve de propriété).

V. AGRÉMENT DE L'APPORT

La société T2IM dont les titres sont apportés a mis en œuvre la procédure d'agrément prévue par ses statuts, et la collectivité des associés de la société concernée a autorisé le présent apport, et agréé en qualité de nouvelle associée la Société Bénéficiaire.



VI. DISPOSITIONS FISCALES

5.1 Droits d'enregistrement

L'apport des parts sociales apportées est réalisé à titre pur et simple et sera assujetti à la formalité de l'enregistrement à titre gratuit en vertu de l'article 810-I du Code Général des Impôts.

5.2 Impôt sur le revenu

Il est rappelé que les dispositions des articles 150-0 B et 150-0 B ter du Code Général des Impôts instituent pour les personnes physiques un report d'imposition des plus-values dégagées à l'occasion d'un apport de titres au profit d'une société de droit français soumise à l'impôt sur les sociétés et contrôlée par l'Apporteur. Ces dispositions sont applicables aux présents apports.

VII. AFFIRMATION DE SINCÉRITÉ

Les parties soussignées affirment expressément, sous les peines édictées par la loi que le présent acte exprime l'intégralité de la valeur des biens apportés.

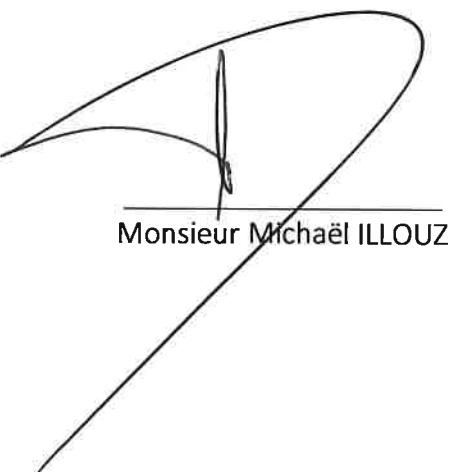
VIII. FRAIS

Les frais, droits et honoraires des présentes, ainsi que ceux qui en seront la conséquence, sont à la charge de la Société bénéficiaire, qui s'oblige à les payer.

Fait en 3 exemplaires,

À NEUILLY-SUR-SEINE
Le 28 mai 2024

Pour l'Apporteur



Monsieur Michaël ILLOUZ

Pour la société bénéficiaire



La société 101 (One O One)
Représentée par le Président
Monsieur Michaël ILLOUZ

101 (One O One)

Société par Actions Simplifiée

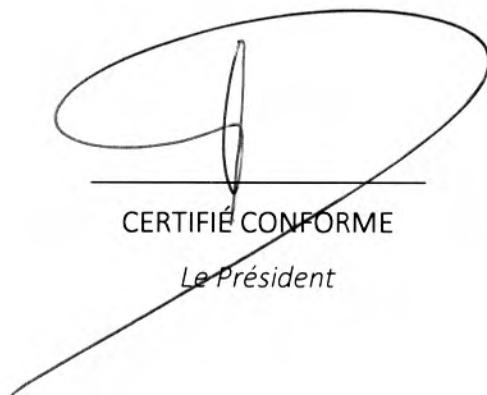
Au capital de 6.105.860 Euros

Siège social : 61 Bd du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE
RCS NANTERRE 928 992 973

STATUTS

Mis à jour par les décisions de l'associé unique

Du 22 juillet 2024



A handwritten signature consisting of a stylized 'J' or 'I' shape enclosed within a large oval, with a diagonal line extending from the bottom right corner of the oval.

CERTIFIÉ CONFORME
Le Président

TITRE I - FORME - OBJET - DENOMINATION - SIEGE SOCIAL - DUREE - EXERCICE SOCIAL

ARTICLE 1 - FORME

Il est formé par l'associé unique, soussigné, propriétaire des actions ci-après créées une société par actions simplifiée régie par les dispositions légales et réglementaires applicables et par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Dans le cas où la société comporte plusieurs associés, les attributions de l'associé unique sont dévolues à la collectivité des associés.

Elle ne peut procéder à une offre au public sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée, mais peut procéder à des offres réservées à des investisseurs qualifiés ou à un cercle restreint d'investisseurs.

ARTICLE 2 - OBJET

La Société a pour objet en France et à l'étranger :

- la détention, la gestion, l'acquisition et la vente de participations dans des sociétés ayant une activité civile ou commerciale et les opérations y afférentes ;
- La réalisation de prestations de services, administratives, commerciales, financières au profit de ses filiales ainsi que toutes les opérations connexes nécessaires à la réalisation de leur activité, telles que, notamment, les mises à disposition de locaux et de moyens et autres opérations financières et de trésorerie ;
- l'étude, la création, la mise en valeur, l'exploitation, la direction, la gérance de toutes affaires ou entreprises commerciales, immobilières ou financières ;
- la participation directe ou indirecte à toutes opérations ou entreprises par voie de création de sociétés, établissements ou groupements ayant un caractère immobilier, commercial ou financier, de participation à leur constitution ou à l'augmentation de capital de sociétés existantes ;
- l'acquisition, la gestion et la vente de tous immeubles ou droits réels immobiliers, directement ou indirectement ;
- et généralement, de réaliser toutes opérations quelconques commerciales, financières, mobilières ou immobilières pouvant se rattacher directement ou indirectement aux objets ci-dessus.

ARTICLE 3 - DENOMINATION

La dénomination de la Société est : « **101 (One O One)** ».

Dans tous les actes, factures, annonces, publications et autres documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie des mots écrits lisiblement « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S » et de l'indication du montant du capital social.

ARTICLE 4 - SIEGE SOCIAL

Le siège social est fixé : 61, Bd du Commandant Charcot – 92200 NEUILLY-SUR-SEINE

Il pourra être transféré en tout autre endroit du même département par simple décision de l'organe dirigeant, sous réserve de ratification par l'associé unique ou par la prochaine assemblée, et en tout autre lieu suivant décision de l'associé unique ou décision collective extraordinaire des associés.

ARTICLE 5 - DUREE

La durée de la Société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf (99) ans à compter de la date d'immatriculation au registre du commerce et des Sociétés, sauf dissolution ou prorogation anticipée.

Les décisions de prorogation de la durée de la Société ou de dissolution anticipée sont prises par décision de l'associé unique ou par décision collective des associés.

Un an au moins avant la date d'expiration de la Société, l'organe dirigeant doit provoquer une réunion de l'assemblée générale extraordinaire des associés, s'ils sont plusieurs ou convoquer l'associé unique, à l'effet de décider si la Société doit être prorogée. À défaut, tout associé peut demander au Président du Tribunal de Commerce, statuant sur requête, la désignation d'un mandataire de justice ayant pour mission de provoquer la consultation prévue ci-dessus.

ARTICLE 6 - EXERCICE SOCIAL

L'exercice social commence le 1er janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Le premier exercice social sera clos le 31 décembre 2024.

TITRE II - APPORTS - CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 7 - APPORTS

- Lors de la constitution, il a été apporté au capital de la Société, une somme en numéraire de 1.000 Euros.
- Lors de l'augmentation de capital décidée par l'associé unique en date du 22 juillet 2024, le capital social a été porté à la somme de 6.105.860 Euros par apport de 39.992 parts sociales, numérotées de 1 à 34 588 et de 62 234 à 67 637, de la société T2IM. En contrepartie de ces apports, il a été attribué à l'apporteur 6.104.860 actions nouvelles de la Société.

ARTICLE 8 - CAPITAL SOCIAL

Le capital social est fixé à la somme de 6.105.860 Euros.

Il est divisé en 6.105.860 actions, entièrement libérées, de même catégorie.

ARTICLE 9 - APPORTS EN INDUSTRIE

La Société peut émettre des actions en rémunération des apports en industrie qui lui sont effectués. Ces actions sont émises sans valeur nominale et ne sont pas prises en compte pour la formation du capital social. Sous réserve des éventuelles actions de préférence bénéficiant de droits spécifiques, les actions représentatives d'apports en industrie disposent des mêmes droits que les autres actions émises par la Société par actions simplifiée et notamment le droit de participer aux décisions collectives et de percevoir des dividendes.

Les actions représentatives d'apports en industrie sont attribuées à titre personnel. Elles ne peuvent être cédées et sont annulées en cas de décès de leur titulaire comme en cas de cessation des prestations dues par ledit titulaire.

ARTICLE 10 - MODIFICATIONS DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social peut être augmenté ou réduit par tous moyens, dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis.

Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

L'associé unique ou la collectivité des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions extraordinaires peut également décider d'amortir tout ou partie du capital social et substituer aux actions de capital des actions de jouissance partiellement ou totalement amorties, le tout en application des articles L. 225-198 et suivants du Code de commerce.

ARTICLE 11 - COMPTES COURANTS

L'associé unique et son Président peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en « Comptes courants ».

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées par l'associé unique.

TITRE III - ACTIONS

ARTICLE 12 - INDIVISIBILITE DES ACTIONS - USUFRUIT

1 - Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société.

Les copropriétaires d'actions indivises sont représentés pour les décisions collectives des associés par l'un d'eux ou par un mandataire commun de leur choix. À défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

2 - En cas de démembrement de propriété des actions, le droit de vote attaché à chaque action est réparti comme suit entre l'usufruitier et le nu-propriétaire :

- L'usufruitier dispose du droit de vote pour les décisions concernant l'affectation des bénéfices,
- Le nu-propriétaire dispose du droit de vote pour toute autre décision.

Quel que soit le titulaire des droits de vote, le nu-propriétaire et l'usufruitier ont le droit de participer aux décisions collectives. Ils doivent être convoqués à toutes les assemblées et disposent du même droit d'information.

ARTICLE 13 - DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS

1 - Chaque action donne droit dans les bénéfices et l'actif social à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente.

2 - Les associés ne sont responsables des pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe. La propriété d'une action comporte de plein droit adhésion aux statuts et aux décisions collectives des associés.

3 - Les héritiers, créanciers, ayants droit ou autres représentant d'un associé ne peuvent requérir l'apposition de scellés sur les biens et valeurs de la Société, ni en demander le partage ou la licitation. Ils ne peuvent en aucun cas s'immiscer dans les actes de son administration. Ils doivent pour l'exercice de leurs droits s'en remettre aux inventaires sociaux et aux décisions collectives des associés.

4 - Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, ou encore en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution d'actions, ou en conséquence d'une augmentation ou d'une réduction du capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les titulaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à la condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, le cas échéant, de l'achat ou de la vente des actions nécessaires.

ARTICLE 14 - FORME DES VALEURS MOBILIERES

Les valeurs mobilières émises par la société sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites au nom de leur titulaire dans des comptes tenus par la Société ou par un mandataire désigné à cet effet.

Tout associé peut demander la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 15 - LIBERATION DES ACTIONS

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV - CESSION - TRANSMISSION - LOCATION D'ACTIONS

ARTICLE 16 - TRANSMISSIONS DES ACTIONS

Tant que la Société demeure unipersonnelle, toutes les transmissions d'actions s'effectuent librement.

La transmission des actions s'opère par virement de compte à compte sur instruction signée du Cédant ou de son représentant qualifié.

DISPOSITIONS COMMUNES APPLICABLES AUX CESSIONS D'ACTIONS (EN CAS DE PERTE DU CARACTERE UNIPERSONNEL)

ARTICLE 17 - DEFINITIONS

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

- **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, partage, transmission, échange, apport en Société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.
- **Action ou Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

ARTICLE 18 - TRANSMISSION DES ACTIONS

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 19 - AGREMENT DES CESSIONS

Les actions sont librement cessibles entre associés et au profit des descendants.

Toutes les autres cessions ou transmissions, y compris au profit des conjoints, en tout ou en partie même en ce qui concerne les droits démembrés, sont soumises à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote.

La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés.

Le Président dispose d'un délai d'un (1) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. À défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis.

Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées.

En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans le délai d'un (1) mois à compter de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité.

En cas de refus d'agrément, les associés non cédants sont tenus, dans un délai d'un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue.

Si le rachat des actions n'est pas réalisé par les associés non cédants dans ce délai d'un (1) mois ; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. À défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

Le prix de rachat devra être payé, selon les modalités arrêtées d'un commun accord entre les parties, sur une durée maximum de trois ans à compter de la signature des actes de cession.

Si les actions sont rachetées par la Société, celle-ci est tenue, dans un délai de 6 mois à compter de leur acquisition, soit de les céder, dans les conditions prévues aux présents statuts et aux stipulations extra-statutaires, soit de les annuler.

ARTICLE 20 – NULLITE DES CESSIONS D'ACTIONS

Toutes les cessions d'actions effectuées en violation des dispositions de l'article "Agrément des cessions" des présents statuts sont nulles.

TITRE V - ADMINISTRATION DE LA SOCIETE

ARTICLE 21 - PRESIDENT DE LA SOCIETE

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non associé de la Société.

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Rémunération

Les fonctions du Président peuvent être rémunérées ou non. La rémunération éventuelle du Président est fixée par l'associé unique ou la collectivité des associés.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés, par lettre recommandée adressée un mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. À ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toutes circonstances au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

TITRE VI - CONVENTIONS REGLEMENTEES - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 22 - CONVENTIONS REGLEMENTEES

Si la Société comporte plusieurs associés, toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée, et être approuvée par la collectivité des associés dans les conditions à l'article « Règles d'adoption des décisions collectives » des présents statuts.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, si la Société en est dotée.

Le Président ou le Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, présente aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. Les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Si la Société ne comporte qu'un seul associé, ces conventions ne font pas l'objet d'un rapport mais doivent être mentionnées sur le registre des décisions de l'associé unique.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 23 - COMMISSAIRES AUX COMPTES

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, s'il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Enfin, une minorité d'associés représentant au moins un tiers du capital peut obtenir la nomination d'un commissaire aux comptes sur demande motivée auprès de la Société.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les mêmes conditions que les associés.

TITRE VII - DÉCISIONS DE L'ASSOCIÉ

ARTICLE 24 - DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE

24-1. Décisions de l'associé unique

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- Approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- Approuver les conventions conclues entre la société et ses dirigeants ou associés ;
- Décider la transformation de la société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Modifier les statuts ;
- Déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant ;
- Nommer, fixer la rémunération et révoquer le Président ;
- Nommer, fixer la rémunération et révoquer le Directeur Général ;

- Nommer les commissaires aux comptes ;
- Nommer le Liquidateur et prendre les décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Dissoudre la société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

24-2. Information de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices sociaux.

2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur.

ARTICLE 25 - DECISIONS COLLECTIVES DES ASSOCIES

Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel.

25-1. Décisions collectives obligatoires

La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes :

- Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ;
- Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ;
- Modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ;
- Agrément des cessions d'actions ;
- Modification des statuts ;
- Déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant ;
- Transformation de la Société ;
- Nomination des Commissaires aux comptes ;
- Nomination, rémunération, révocation du Président ;
- Nomination, rémunération, révocation du Directeur Général ;
- Fusion, scission, apport partiel d'actifs ;
- Nomination du Liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ;
- Dissolution.

Sauf stipulations spécifiques contraires et expresses des présents statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité simple des voix des associés disposant du droit de vote.

Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- Les décisions relatives à l'adoption d'une clause d'inaliénabilité,
- Les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés, et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (art. L 225-130, al. 2 du Code de commerce).

25-2 - Règles d'adoption des décisions collectives

Participation et représentation des associés

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives et d'y voter, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par correspondance ou par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède, sur justification de son identité et de l'inscription en compte de ses actions.

Droits de vote

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

25-3 - Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives résultent de la réunion d'une assemblée, d'une consultation par correspondance ou d'un acte signé par tous les associés.

Règles applicables à toutes les formes de décisions collectives

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

La convocation à une assemblée générale ou à une consultation par correspondance est effectuée par tous moyens de communication écrite 8 jours au moins avant la date de la réunion ou la date fixée pour la fin de la consultation par correspondance. Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai et la fin du délai de consultation par correspondance peut être abrégée, si tous les associés y consentent.

En cas de décision collective résultant de la signature d'un acte par tous les associés, le Président organise les modalités de signature de la décision, selon les modalités qui lui paraissent appropriées.

La convocation indique l'ordre du jour. Elle est accompagnée de tous les documents prescrits par la réglementation en vigueur et de tous documents utiles pour permettre aux associés de se prononcer en toute connaissance de cause sur les questions figurant à l'ordre du jour.

Les associés ne peuvent délibérer que sur les questions figurant à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur seconde convocation.

Quel que soit le mode d'adoption de la décision collective, les associés bénéficient de la même information et des mêmes droits de communication, tels que prévus aux présents statuts.

Les commissaires aux comptes, si la société en est dotée, sont convoqués à toutes les assemblées ou informés préalablement, dans les mêmes conditions que les associés, de toute consultation par correspondance ou de tout projet de décision résultant d'un acte signé par tous les associés et sont mis en mesure de présenter tous commentaires ou informations qui leur paraîtraient utiles au consentement éclairé des associés. Ils reçoivent les mêmes documents et informations que les associés.

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Règles spécifiques applicables en cas de consultation écrite

En cas de consultation écrite, le Président adresse à chaque associé, par tout moyen de communication écrit, le texte des résolutions proposées ainsi que les documents nécessaires à l'information des associés.

Ceux-ci disposent d'un délai de 8 jours à compter de la date d'expédition du projet de résolutions pour transmettre leur vote à l'auteur de la consultation par tout moyen de communication écrit.

Tout associé n'ayant pas répondu dans le délai ci-dessus est considéré comme n'ayant pas participé au vote.

Les décisions sont adoptées selon les mêmes règles de majorité que celles applicables à la réunion des assemblées générales.

Si pour une même résolution, le sens du vote de l'associé n'est pas clairement exprimé, le vote sera réputé être un vote de rejet.

Dans les 8 jours suivant l'expiration du délai de vote, le Président établit, date et signe le procès-verbal des délibérations.

Règles spécifiques applicables aux décisions collectives prises en assemblée générale

Lorsque les décisions sont prises en assemblée générale, l'assemblée peut se dérouler physiquement ou par tout autre moyen et notamment par voie de téléconférence, visioconférence ou tous moyens de télécommunication électronique, dans les conditions fixées par les lois et règlements et qui seront mentionnées dans la convocation de l'assemblée. En application des dispositions de l'article R 225-97 du Code de commerce, les moyens de visioconférence ou de télécommunications utilisés pour permettre aux associés de participer à distance aux assemblées générales devront présenter des caractéristiques techniques garantissant une participation effective à l'assemblée et permettant la retransmission continue et simultanée de la voix et de l'image, ou au moins de la voix, des participants à distance.

Les associés qui participent à l'assemblée générale par visioconférence, téléconférence ou par des moyens de télécommunication permettant leur identification dont la nature et les conditions d'application sont déterminées par le Code de commerce, sont réputés présents pour le calcul du quorum et de la majorité.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

Vote par correspondance

Les associés peuvent également participer à distance aux décisions collectives et voter par correspondance, au moyen d'un formulaire de vote à distance établi par la Société et remis aux associés qui en font la demande. Les associés votant par correspondance devront compléter le bulletin de vote, en remplissant l'ensemble des informations requises et en cochant pour chaque résolution, une case unique correspondant au sens de son vote.

Le formulaire de vote par correspondance adressé à la Société pour une assemblée vaut pour les assemblées successives convoquées avec le même ordre du jour.

Pour le calcul du quorum et de la majorité, il n'est tenu compte que des formulaires de vote par correspondance dûment complétés et signés, retournés, au siège social de la Société, selon les modalités définies dans le formulaire ou dans la convocation, au plus tard 7 jours avant la veille de la réunion de l'assemblée. Le défaut de réponse dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé qui est réputé ne pas avoir pris part au vote.

La présence de l'associé à l'assemblée annule tout vote par correspondance antérieurement émis et/ou toute procuration antérieurement donnée par cet associé. Le vote par correspondance est exclusif du vote par procuration, et réciproquement. Les associés peuvent toutefois utiliser un document unique de vote, leur permettant, pour chaque résolution, de choisir, un vote par correspondance ou un vote par procuration. Le document unique de vote est adressé par la Société aux associés qui en font la demande. Pour être pris en compte, il doit être retourné au siège social de la Société dûment complété et signé, au plus tard 4 jours avant la veille de la réunion de l'assemblée. Le défaut de réponse dans le délai indiqué vaut abstention totale de l'associé qui est réputé ne pas avoir pris part au vote.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du Décret n° 2017-1416 du 28 septembre 2017, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte auquel elle se rattache.

25-4 - Procès-verbaux des décisions collectives

Le Président ou le Président de Séance en cas de réunion d'une assemblée, établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après.

Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'Assemblée et un secrétaire s'il en a été désigné un ou un associé présent, sauf s'il n'a pas été établi de feuille de présence auquel cas le procès-verbal de l'assemblée doit être signé par les associés présents et par les mandataires des associés représentés.

Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les nom, prénoms et qualité du Président de Séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé.

En cas de décision collective résultant d'un acte signé de tous les associés, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix et pour chacune d'elles, le sens du vote de chaque associé. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

En cas de décision collective résultant d'une consultation par correspondance, le président consigne les résultats des votes dans une décision, mentionnant les documents et informations communiqués préalablement aux associés, les décisions mises aux voix et pour chacune d'elles, le sens du vote de chaque associé. Le procès-verbal de la décision du président est signé par ce dernier et il y est annexé les réponses de chaque associé ayant voté par correspondance. Ce procès-verbal est retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus.

25-5 - Information préalable des associés

Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation.

Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 8 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la Société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VIII - COMPTES ANNUELS - AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 26 - COMPTES ANNUELS

À la clôture de chaque exercice, l'organe dirigeant dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif existant à cette date et établit les comptes annuels comprenant le bilan, le compte de résultat et l'annexe. Il établit également un rapport sur la gestion de la Société pendant l'exercice écoulé, s'il y a lieu.

L'associé unique ou les associés, si la Société en compte plusieurs, approuve les comptes annuels, après rapport du Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, dans le délai de six mois à compter de la clôture de l'exercice.

ARTICLE 27 - AFFECTATION ET REPARTITION DES RESULTATS

27-1 - Associé unique

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire.

Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique. L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi.

27-2 - Pluralité d'associés

1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation.

Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions.

2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, la collectivité des associés décide sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont elle règle l'affectation et l'emploi.

3. La collectivité des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. La décision de la collectivité des associés ou, à défaut, le Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.

27-3 - En cas de démembrement des actions :

Lorsque des actions sont détenues en pleine propriété et d'autres en démembrement de propriété, il est convenu de répartir le dividende comme suit :

- La part du dividende (résultat de l'exercice) correspondant aux bénéfices d'exploitation sera réparti entre les pleins-propriétaires et les usufruitiers selon leurs droits de vote et ils acquitteront l'impôt.
- En cas de mise en report à nouveau du bénéfice, toute distribution ultérieure de dividendes prélevés sur le poste report à nouveau sera acquise à l'usufruitier.
- En cas de mise en réserve du bénéfice, toute distribution ultérieure de dividendes prélevés sur un poste de réserve sera acquise au nu-propriétaire, sauf emploi différent décidé par la décision collective des associés lors de la décision d'affectation du résultat au poste de réserve.
- La part du dividende correspondant aux bénéfices résultant des plus-values sur éléments d'actifs immobilisés sera répartie entre les pleins-propriétaires et les nus-propriétaires selon leurs droits de vote et ils acquitteront l'impôt.

TITRE IX - LIQUIDATION - DISSOLUTION - CONTESTATIONS

ARTICLE 28 - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE

La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision collective des associés.

La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.

Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.

L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.

Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.

Le surplus, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.

Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.

Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation, conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

ARTICLE 29 - CONTESTATIONS

Les contestations relatives aux affaires sociales, survenant pendant la durée de la Société ou au cours de sa liquidation entre les associés ou entre un associé et la Société, seront soumises au tribunal de commerce du lieu du siège social.